

BIBLIOGRAPHIE

Archibald R. LEWIS, *Medieval Society in Southern France and Catalonia*, Londres, Variorum Reprints, 1984, XVIII articles, 280 pp., 3 cartes, index.

A.R. Lewis vient de publier, dans la collection *Variorum Reprints*, quatorze de ses articles, parus dans différentes revues entre 1947 et 1980, ainsi que quatre études inédites. Ces travaux, relatifs aux espaces méridional et catalan au Moyen-Age, peuvent être groupés dans trois ensembles : ville de Montpellier, Francie mérovingienne et structures politiques, sociales et économiques du monde d'oc.

Les articles sur Montpellier, qui facilitèrent la découverte de l'histoire urbaine du Midi aux chercheurs anglo-saxons dès la fin des années 40, n'ont pas vieilli. L'auteur s'inscrivait alors en faux aussi bien vis-à-vis d'une ancienne historiographie qui développait des théories romanistes sur la continuité entre le consulat médiéval et les institutions municipales de l'Antiquité que vis-à-vis des historiens pour lesquels l'émancipation communale n'était que le passage d'un gouvernement urbain de seigneurie personnelle à un système de seigneurie collective. Pour A.R. Lewis, la cité apparaît plutôt comme une enclave, comme un territoire sauvegardé, à l'intérieur de l'espace « féodal ». Pourtant, elle n'est pas exempte de conflits. A Montpellier, les rapports de force entre les Guilhem, seigneurs de cette ville, l'évêque de Maguelone et les Aimon, représentants d'une dynastie locale de viguiers, prennent souvent des formes violentes. Pour s'emparer du pouvoir, chacun de ces coseigneurs cherche l'appui des différentes couches de la société urbaine. Les Guilhem comptent principalement sur l'aide de la chevalerie, de ces *milites* dont ils reçoivent le serment de fidélité. Les Aimon et l'épiscopat cherchent le soutien de la bourgeoisie, attisant sa révolte en 1141. Guilhem VI parvient à mater ce soulèvement et s'impose face à l'évêque, auquel il exproprie le domaine de Montpellieret, et face aux Aimon, alors que son baile, contrecarre le pouvoir de ces derniers. Au début du XIII^e siècle, le panorama politique se transforme. En 1202, la bourgeoisie a le dernier mot dans le cadre du conflit qui oppose Pierre II et Marie de Montpellier à Guilhem IX, fils illégitime de Guilhem VIII. En accordant le pouvoir à l'Aragonnais, elle exige de lui des privilèges qui octroyent aux Montpelliérains une large autonomie dans l'administration de leur ville. Sous Jacques I^{er} (1208-1276), la cité devient un important centre commercial et participe activement à l'expansion méditerranéenne du royaume d'Aragon.

Les études sur la Francie mérovingienne concernent le commerce et les institutions politiques. L'auteur démontre notamment qu'entre 550 et 750 les villes de la Gaule occidentale – Bordeaux, Mans, Orléans, Poitiers – font preuve de vitalité sur le plan économique. Elles connaissent un certain essor grâce aux relations marchandes qui les unissent à la Galice, les îles britanniques et la Frise. L'extension de la monnaie d'argent, loin de représenter une régression, contribue considérablement à

activer un commerce, dans lequel les produits méditerranéens – sel, vin, huile, fer – sont échangés par le cuir, la laine et l'or irlandais, les esclaves, les draps, l'étain et le cuivre anglais et les épées du nord de la France. La vallée du Rhône profite également du réveil des activités marchandes au lendemain des années 550, alors que les royaumes barbares se stabilisent et que Justinien entreprend ses reconquêtes. Des colonies de Syriens, Grecs et Juifs, récemment installées le long de l'axe rhodanien, renouent des contacts avec l'Orient. Les témoignages numismatiques montrent l'étendue de leur rayon d'action. Mais la détérioration politique des premières décennies du VIII^e siècle, au cours desquelles les bandes musulmanes et les hordes des Pippinides déferlent en Septimanie et Provence achèvent cette véritable renaissance. Ce recueil comprend de même un article sur les ducs dans le *Regnum Francorum* à l'époque mérovingienne. L'auteur s'intéresse aux attributions, principalement militaires, de ces officiers placés à la tête d'un district de la Francie ou de tribus récemment rattachées au royaume. De plus en plus, le contrôle de la charge ducale, qui devient héréditaire, échappe au pouvoir central. C'est pourquoi, en conclusion de son étude, A.R. Lewis peut affirmer une certaine continuité entre les anciens duchés du VII^e siècle et les principautés territoriales nées au lendemain de l'an mil.

La plus grande partie des études de ce recueil traitent de l'ensemble du Midi et de la Catalogne au Moyen-Age. On y trouve quelques idées intéressantes sur la prépondérance de la propriété allodiale dans le Toulousain – où seulement 4 % des terres mentionnées par les chartes dans la période 900-975 sont des fiefs puis 10 % entre 975 et 1050 –, ce qui contraste nettement avec une Catalogne très féodalisée au XI^e siècle. Aussi riche s'avère la comparaison, tributaire des travaux de J. Hillgarth entre, d'une part, l'Etat capétien du XIII^e siècle, fort centralisé, comptant sur une fiscalité efficace et des ressources régulières, qui lui permettent de contrôler puissamment un empire terrien, et, d'autre part, la couronne d'Aragon, dont les monarques, endettés à l'égard de la bourgeoisie urbaine, ne sont jamais parvenus à maîtriser complètement la noblesse ni les villes qui les unissaient à leurs dominions maritimes étaient, grâce au pactisme, très distendus. Le point de vue de l'auteur sur le rôle politique de premier plan, que la papauté aurait joué, tout au long du Moyen-Age, dans le Sud de la France, nous paraît plus discutable. A.R. Lewis voit, en effet, dans les pontifes romains les seigneurs naturels et les chefs suprêmes du monde d'oc, face aux trop lointains Capétiens (VIII p. 166, XVI p. 3, XVIII p. 10). De même, son interprétation de l'esprit de l'Ecole des Annales et son jugement sur ses méthodes, incapables de rendre compte du fonctionnement de la société du Midi médiéval, avare en sources narratives, nous semblent hâtifs (XVII). Personnellement, nous avons lu avec bien plus de plaisir les études sur la ville de Montpellier ou la société mérovingienne, fondées sur une analyse directe des sources médiévales, que les articles de synthèse, embrassant de très longues périodes et écrits à partir de la bibliographie déjà existante. Mais il est vrai que les chercheurs américains ne disposent pas des mêmes facilités que nous autres Européens pour accéder à la documentation d'archives. Rendons ainsi hommage à cet érudit qui, par ses travaux pionniers, facilita la connaissance du Midi médiéval aux historiens des Etats-Unis.

Martí AURELL.

La società mediterranea all'epoca del Vespro. XI congresso di storia della corona d'Aragona (Palermo-Trapani-Erice, 23-30 aprile 1982), Palerme, Accademia di scienze, lettere e arti, 1983. 3 volumes : T. I - 221 pp. T. II - 601 pp. T. III - 482 pp.

Les actes du colloque sur la société méditerranéenne au temps des Vêpres siciliennes viennent d'être édités par l'Université de Palerme. Il s'agit d'une publication monumentale en trois tomes et un total de mille trois cents pages. Le premier volume contient les textes des onze relations prononcées autour de l'événement des Vêpres, que la commission permanente des congrès d'histoire de la couronne d'Aragon avait chargé de réaliser à des spécialistes de la Méditerranée occidentale : l'on y publie notamment la collaboration posthume de Ch.-E. Dufourcq sur les Angevins de Sicile qui intéressera particulièrement les érudits provençaux. Les deux autres volumes rapportent cinquante-quatre communications sur des sujets plus disparates. Cette quantité considérable de collaborations nuit malheureusement à l'homogénéité de l'ouvrage. En effet, le sujet choisi pour le colloque – « la société méditerranéenne à la fin du XIII^e siècle » – était trop large pour qu'il se développât autour d'un axe central. Cette dispersion est d'autant plus grande que seul l'ordre alphabétique des noms des auteurs a été retenu pour organiser les volumes des communications. Tel article sur les rentes de l'évêché de Lérida se trouve ainsi à côté d'une collaboration sur l'art de la province de Castellon ; tel autre, relatif aux juifs de Valence, précède une étude sur le sel méditerranéen. Une distribution par thèmes, comme celle qui fut respectée dans l'organisation des séances du congrès d'avril 1982, aurait certainement démontré qu'au-delà des horizons très divers des participants les points de convergence étaient nombreux.

Les textes ont été publiés dans leurs langues originales. Les collaborations des historiens ibériques sont majoritaires. Plus de la moitié des articles ont été écrits en castillan ou catalan. Ce détail est sans doute significatif d'un renouveau de l'historiographie espagnole auquel nous assistons ces dernières années. Treize articles sont dus à des plumes italiennes et sept à des françaises. Pour éviter de nous disperser à notre tour, nous ne reproduisons ici que quelques-unes des conclusions concernant l'événement que commémorait le rassemblement de 1982 : le soulèvement des Siciliens contre Charles d'Anjou, seigneur de l'île depuis 1262, qui eut lieu au soir du mardi de Pâques de 1282.

Dans son brillant discours d'ouverture, F. Giunta analyse les trois temps qui scandent la chronologie de la révolte. D'abord, comme bien d'autres soulèvements populaires, les Vêpres éclatent dans la spontanéité. Des soldats français qui abusaient des femmes autochtones sont massacrés. Ensuite, le mouvement de colère contre les envahisseurs se propage dans Palerme. Il est intéressant de constater qu'au cours de cette seconde étape de la révolte les Vêpres prennent un caractère bourgeois et artisanal. Des recherches sur la société urbaine des quartiers touchés par ce soulèvement montrent que des tanneurs, boulangers, argentiers, chaudronniers, vitriers et serruriers y habitent. Ce sont ces mêmes personnages qui réalisent l'expérience communale de Palerme et qui tentent en vain d'obtenir l'approbation du pape Martin IV sur le bien fondé de leur rébellion. Une troisième période voit l'agitation s'étendre dans toute l'île. La noblesse rurale récupère alors le mouvement au détriment des barons franco-provençaux fieffés en Sicile. Les aristocrates siciliens ont recours à Pierre III d'Aragon, mari de Constance de Hofestaufen, dont la cour abrite bon nombre de gibelins insulaires en exil. Ce milieu de réfugiés politiques avant la lettre, parmi lesquels se trouve Giovanni da Procida, un des meneurs les plus

en vue de la révolte, est l'objet d'une étude très détaillée d'A. Boscolo, parue dans le premier volume. Le 30 août 1282, Pierre III débarque à Trapani puis se dirige vers Palerme, où il est reconnu souverain par le parlement des cités siciliennes récemment constitué. A cette occasion, les Vêpres acquièrent une dimension européenne. Elles sanctionnent, d'une part, l'échec de la politique méditerranéenne de Charles I^{er}. Le déclin des Français en Italie ne cessera de s'accroître à la suite des défaites qu'ils essuieront face aux Catalans dans le cadre de la séculaire guerre des Vêpres. C'est alors que Barcelone prend le dessus sur Marseille. En outre, le rôle commercial de la ville guelfe de Florence s'efface au profit des républiques maritimes qui comme Gênes, dont la participation à ces conflits nous est mieux connue grâce à une communication de G. Jehel, prennent le relais de la capitale toscane. Telles sont les principales étapes et les conséquences des Vêpres siciliennes.

Interrogeons-nous à présent sur les raisons de cette révolte. Depuis le Moyen-Âge, deux systèmes d'explication tentent de rendre compte des origines du soulèvement des Vêpres. Le premier présente la « mauvaise seigneurie » de Charles d'Anjou comme cause essentielle de la rébellion. Le second met plutôt l'accent sur la prise de conscience des Siciliens qui s'affirment, par le biais des Vêpres, en tant que nation.

L'idée de la *mala signoria* de l'Angevin a été popularisée par les écrits de Dante. Elle n'est pas dépourvue de vérité. Dès son avènement en Italie, Charles I^{er} installe sa cour à Naples, d'où il entend gouverner le *Mezzogiorno*. Désintéressé des problèmes insulaires, le frère de Saint Louis ne visite guère la Sicile. Pour la contrôler, il organise l'administration de l'île autour de Messine, proche de la Péninsule, délaissant la vieille capitale de Palerme. La Sicile est abandonnée aux sujets outre-montains du roi. Des barons franco-provençaux occupent les terres expropriées aux nobles autochtones au lendemain des révoltes fomentées par Manfred et Conradin, descendants de Frédéric II. Guilhem Porcelet d'Arles, seigneur de Calatamauro et Calatafimi, est le type social le plus caractéristique de cette chevalerie d'importation. Comme lui, d'autres représentants de la noblesse provençale participent à l'aventure italienne. A l'époque qui nous occupe, ce groupe connaît une crise économique profonde qui pousse plusieurs de ses membres à l'émigration. Si l'on en croit la communication de B. Garí sur la famille catalane d'Entença, ces difficultés ne sont pas étrangères aux autres aristocraties méditerranéennes. Les seigneurs d'outre-monts, installés dans leurs nouvelles terres ou occupant des charges administratives, se livrent à des exactions sur la population insulaire. Cette attitude semble contraster avec le comportement des chevaliers aragonais qui, comme les Luna de F. de Moxò, sont arrivés en Sicile dans l'expédition estivale de Pierre II et pour lesquels il n'y aura pas de redistribution de fiefs. En outre, l'ambitieux programme d'expansion méditerranéenne, que Charles I^{er} anime entraîne une pression fiscale accrue sur les Siciliens. Les méthodes administratives des Angevins, qui déplacent les centres de décision des campagnes aux villes, sont particulièrement contraignantes. L'état du dirigisme se resserre autour de l'économie insulaire. Les travaux sur les grains siciliens, présentés par S. Tramontana, P. Corrao et, surtout, D. Abulafia, montrent la portée de cet interventionnisme d'Etat. Au XIII^e siècle, l'essor urbain pose le problème du ravitaillement des villes méditerranéennes. Pour répondre à cette demande, la Sicile connaît une importante restructuration agricole qui accorde à la céréaliculture un rôle de premier plan. L'extension des cultures est commandée par le nouveau marché international. Or, la cour de Charles I^{er} parvient très vite à contrôler ces exportations

frumentaires, qui deviennent non seulement une source de profits considérable pour la couronne mais aussi une arme politique redoutable face aux puissances ennemies. Le monopole royal entrave les opérations commerciales des marchands étrangers, parmi lesquels les Catalans ne sont pas de moindres personnages. Un bel article de C. Batlle décrit, en effet, le rôle que les colonies mercantiles barcelonaises, très bien implantées à Messine, exercent dans les relations siculo-aragonaises. La monographie de R. Conde sur la famille marchande des Lull nous éclaire également sur l'importance dont jouissait la route de Sicile dans les affaires des Barcelonais. Le blé devient ainsi l'enjeu économique de la guerre entre Angevins et Catalans. Rappellons, en définitive, la kyrielle des mécontentements siciliens vis-à-vis des Capétiens : main-mise de l'Etat sur l'économie du pays, monopoles royaux, fiscalité accrue, expropriation des terres, développement de l'administration... Pour les chroniqueurs siciliens du Moyen-Age, c'est avant tout le mauvais gouvernement de Charles d'Anjou qui a provoqué la révolte des Vêpres.

Si cette première interprétation fait état des Vêpres comme d'une négation de la domination franco-provençale, la seconde décrit le soulèvement sous le jour d'une affirmation de la personnalité sicilienne. Sans doute, M. Amari, l'historien du XIX^e siècle mais aussi le politicien du *risorgimento*, est le père de ce courant historiographique, dont H. Bresc devint le porte-parole au congrès de 1982. Pour le professeur de l'Université de Nice, les Vêpres représentent l'aboutissement d'un processus interne à la Sicile qui cesse d'être une mosaïque composite d'ethnies pour devenir une communauté nationale à part entière. Lombards, petite noblesse d'origine normande, colonies grecques – comme celle de Regno décrite par D.J. Genakopoulos –, et noyaux de résistance musulmane prennent, vers 1282, conscience de leur identité sicilienne. « Le première expression unitaire d'une population unie politiquement et bientôt aussi unifiée culturellement, c'est justement la révolution des Vêpres » (T. II p. 241) ; autrement dit, le soulèvement n'est qu'une « affirmation tumultueuse de la sicilianité » (p. 254). En fait, les barons français ne sont pas la vraie cible des révoltés. Les Siciliens rejettent surtout les gens de terre ferme, ces mêmes Amalfitains qui accaparaient déjà les charges politiques sous Frédéric II : « une continuité absolue rattache l'état-major angevin en Sicile à celui des rois allemands » (p. 249). Qui plus est, V. Alessandro montre comment les haut fonctionnaires des Angevins, parmi lesquels il cite Bartolomeo da Neocastro et Gualtieri da Caltagirone, conserveront leurs offices à l'époque de Pierre III d'Aragon. En mettant l'accent sur ce qui subsiste au-delà des vicissitudes de l'histoire sicilienne, H. Bresc peut conclure : « On doit écarter le thème d'une révolte contre les mutations apportées par l'état angevin et les barons français » (p. 256).

Il est difficile de faire le pour et le contre de chacune de ces deux théories. Les Vêpres sont-elles une révolte anti-française ou un mouvement de cohésion nationale ? Représentent-elles un facteur de permanence ou un élément de rupture vis-à-vis du passé insulaire ? Constituent-elles un épiphénomène, un sursaut fortuit, ou bien une restructuration profonde de la société de l'île de Caliban ? Ce sont là autant de questions ouvertes par le congrès de 1982, dont la connaissance des actes apportera au lecteur des éléments de réponse.

Martí AURELL.

Maurice KEEN, *Chivalry*, New Haven et Londres, Yale University Press, 1984, 303 pp. et 55 illustrations.

L'ouvrage de M. Keen, professeur au Balliol College d'Oxford, constitue un apport essentiel à l'étude des mentalités aristocratiques du XII^e au XV^e siècles. Tout au long de ses trois cents pages, l'auteur s'efforce de présenter cette « éthique où fusionnent des éléments militaires, aristocratiques et chrétiens » (p. 16). Pour parvenir à son but, il exploite avec finesse des sources narratives, littéraires et normatives, parmi lesquelles les textes du domaine d'oc ne font précisément pas figure de parents pauvres. Aussi bien les chansons des troubadours que les traités de chevalerie, rédigés par le roi René ou Ramon Llull, servent très souvent à étayer ses théories. La lecture de *Chivalry*, ouvrage somptueusement illustré, est amène : M. Keen possède un don spécial pour présenter ses sources, dont il reproduit avec doigté des longs extraits et dans lesquelles il sait puiser bon nombre d'anecdotes racontées souvent avec un humour très britannique. Ce goût du concret ne nuit en rien aux qualités de synthèse de ce livre, riche en conclusions générales. Le tout est clairement exposé, malgré un sens des nuances un tant soit peu déroutant pour le lecteur.

La naissance de l'idéal chevaleresque se réalise dans un milieu militaire tout à fait décléricalisé. L'influence de l'Eglise est presque inexistante aux origines de la chevalerie, dont il faut chercher le berceau dans les cours nobiliaires. Bien plus que dans le silence du cloître, c'est dans le brouhaha du château que les catégories de l'honneur, de la largesse et de la soumission à la dame sont élaborées. Ainsi, une analyse très détaillée du rite initiatique de l'adoubement permet d'affirmer la primauté de l'élément laïque, issu d'une tradition germanique, sur l'ecclésiastique, qui ne se concrétise guère, au cours de cette cérémonie, que dans la bénédiction de l'épée. Les clercs n'interviendront que tardivement. Aux yeux de M. Keen, une tendance militariste, fondée sur la lecture de l'Ancien Testament, cohabite, à l'intérieur du christianisme, avec un courant pacifiste dont se font l'écho les Evangiles. Or, cette seconde interprétation semble l'avoir longtemps emporté. Le clergé se méfie de ces chevaliers que les porte-paroles des mouvements de la Paix de Dieu critiquent. Il en faudra plus que les Croisades pour que les ecclésiastiques changent leur discours à l'égard de la guerre. Ce développement, fort intéressant, n'a pu malheureusement tirer parti de la thèse de J. Flory, trop récemment publiée sous le titre de *L'idéologie du glaive*. En conséquence, les formes d'expression de la chevalerie demeurent laïques. En ce qui concerne la littérature, seule la matière de Bretagne est issue d'un milieu monastique, en l'occurrence cistercien. L'élément religieux ne paraît pas essentiel à la matière de France ni beaucoup moins à celle de Rome, empreinte de réminiscences de mythologie païenne. Il en va de même pour l'héraldique, à laquelle l'auteur consacre un chapitre qui aurait sans doute été enrichi par la connaissance des travaux de M. Pastoureau.

Plus que pour ses pages relatives aux origines de la chevalerie, l'ouvrage est précieux pour ses chapitres sur les mentalités nobiliaires du bas Moyen-Age. A cette époque, la chevalerie ne connaît pas de décadence, comme le prétendait J. Huizinga, mais une importante mutation, dont témoignent les nouvelles formes de sociabilité aristocratique. La première d'entre-elles se manifeste dans les ordres de chevalerie séculiers, fondés aux XIV^e et XV^e siècles à l'initiative des monarques. L'un des exemples, que l'auteur cite, est l'ordre du Croissant, créé par René d'Anjou en 1448. Il ne faut pas confondre ces institutions avec les plus modestes confréries de

chevaliers, dont le recrutement était plus large. En fait, ces deux formes d'association présentent plus de ressemblances avec les confréries urbaines ou villageoises qu'avec les ordres militaires. Leurs statuts nous donnent une idée de leur organisation interne : déroulement des séances du chapitre, admission de nouveaux membres, nomination des officiers. Leur but est religieux – une place très importante est accordée aux rites funéraires –, et d'entraide. Des signes distinctifs – badges, colliers – visualisent l'appartenance à l'une de ces confréries. Les tournois apparaissent, sous la plume de M. Keen, comme une autre forme de sociabilité aristocratique. L'arrière-fond mental de leurs organisateurs reste encore profondément marqué par le discours chevaleresque traditionnel, bâti autour des thèmes de l'honneur, la loyauté et la vaillance au combat. Ces tournois prennent un essor considérable dès 1316, date où Jean XXII lève l'interdiction qui pesait sur eux. Ils acquièrent, à la fin du Moyen-Âge, une dimension très théâtrale. Leurs décors et leur mise-en-scène s'enrichissent alors. C'est dans un cadre flamboyant qu'il faut placer les Pas, comme celui de la Bergière que le bon roi René organisa à Tarascon en 1449. La noblesse du XV^e siècle est exhibitionniste. Tandis que les moyens de son train de vie diminuent, elle essaye de préserver, tant bien que mal, son image de marque.

Ce goût de luxe, de l'ostentation, cette largesse demeurent, en effet, l'un des traits les plus caractéristiques de l'aristocratie. Ils s'intègrent parfaitement dans un code chevaleresque, qui perdure, sans solution de continuité, au cours des âges. Comme M. Keen l'affirme dans sa conclusion, le système de valeurs de la chevalerie constitue l'héritage essentiel que la noblesse a légué à l'*establishment* de la période moderne.

Martí AURELL.

Françoise HILDESHEIMER, *Notre-Dame de la Garde, la Bonne Mère de Marseille*, Marseille, J. Laffitte, 1985, 123 p. Deux cahiers de photographies h.t. non paginés d'Alain Ceccaroli.

F. Hildesheimer présente sous ce titre une édition entièrement refondue de l'histoire du sanctuaire qu'elle avait publié en 1978 à l'issue du classement de ses archives et dont le Père Amargier a dit les mérites¹. Mais c'est presque un autre ouvrage qui nous est ici offert sous une harmonieuse présentation et avec une iconographie renouvelée, tant l'auteur a eu le souci d'enrichir son texte de développements nouveaux sur les pèlerinages, la dévotion mariale et l'architecture de la basilique, qui s'alimentent à la problématique et aux travaux les plus récents (encore que les publications de B. Cousin sur les *ex-voto* paraissent méconnues). Et si l'on regrette la suppression de la belle préface dont Philippe Ariès avait doté l'édition de 1978, l'on ne peut que signaler le grand intérêt des annexes documentaires,

1. *Provence Historique* T. XXVIII, fasc. 114, 1978, p. 376-377, et également du P. Amargier, c.r. du *Répertoire... des archives de la basilique...*, fasc. 112, 1978, p. 190-191.

excellamment choisis. Explicitement destinée aux pèlerins de la « Bonne Mère », cette étude contribue à attirer l'attention des spécialistes sur une histoire dont F. Hildesheimer démontre la complexité et dont bien des aspects restent encore à explorer. Pour m'en tenir à un seul exemple, la délibération du conseil de fabrique qui le 30 décembre 1852 arrêta le projet du monument, publiée p. 96-97, révèle que le style néo-byzantin n'a triomphé du néo-gothique que par 6 voix contre 5 ; il serait fort intéressant de connaître les auteurs des projets repoussés (Béringier, sans doute, mais les autres ?) et de reconstituer la genèse de l'édifice pour distinguer la part de Vaudoyer de celle d'Espérandieu et leurs sources d'inspiration. Notre-Dame de la Garde mériterait de faire l'objet de quelques « cahiers » qui à l'instar de ceux publiés pour d'autres sanctuaires célèbres, rassemblant des articles analytiques d'histoire, d'art et de sociologie religieuse, permettraient d'approfondir nombre de pistes de recherches suggérées par F. Hildesheimer. L'on peut se réjouir que les familiers du lieu ou ses visiteurs de passage disposent désormais de cette élégante synthèse.

Régis BERTRAND.

P. AMARGIER, J. ARNAUD, P. GUEYRAUD, J. GUYON, B. LORENZATO, B. MONTAGNES, J.-C. MOULINIER, *Racines, Histoire de l'église de Marseille*, Paris, éd. du Cerf, 1984.

De nombreux auteurs, historiens confirmés, pour une courte brochure (62 pages), favorisée d'une post-face du cardinal Etchegaray, ex-archevêque de Marseille, qui remercie l'équipe et exalte la vitalité de l'église de Marseille : voici l'ouvrage qui est proposé aux chrétiens du diocèse, et plus particulièrement aux enfants.

Faire court, mais dense, pour être mieux compris et plus efficaces, tel a été le but des auteurs, qui annoncent, dans une page d'introduction, qu'ils ont voulu à la fois « retrouver les racines chrétiennes sur le sol de Marseille », et « insérer cette histoire dans la vie de l'Eglise ». Le texte est distribué en cinq chapitres, selon un plan bien évidemment chronologique, qui n'exclut pas un titre significatif pour chaque période. C'est ainsi que l'on a *Naissance d'une église (des origines au IX^e siècle)* ; *Hommes et femmes du Moyen-Age (de l'an mil au XV^e siècle)* ; *La fidélité catholique (de la Réforme à la Révolution)* ; *Une sève nouvelle (de 1789 à 1914)* ; *Présent d'une église (de 1914 à nos jours)*. Le lecteur est, d'emblée, éclairé sur quelques grandes étapes par un tableau intitulé *Repères chronologiques jusqu'au rattachement de la Provence à la France*, qui présente, en regard, les dates de l'histoire générale et celles de l'histoire de Marseille, tout spécialement de l'histoire religieuse ; précieux jalons pour suivre l'exposé lui-même, dont l'intelligence est facilitée par une page de *vocabulaire*, petit index fournissant la définition des mots qui peuvent paraître élémentaires, mais dont le sens est de plus en plus ignoré, ou déformé, par nos contemporains.

L'unité de la rédaction n'a pas souffert de la multiplicité des auteurs, ce dont il faut féliciter chacun d'eux, ainsi que le directeur de la publication, B. Lorenzato. Le ton adopté est résolument celui du récit, entrecoupé de larges citations d'époque, qui

se trouvent ainsi insérées dans le texte, et non rejetées en « notes » ou « annexes » : tout procédé faisant appel à l'érudition est donc écarté au profit de la simplicité et de la clarté de l'exposé. L'art des auteurs est là : n'avancer que des faits historiques ; les commenter avec pertinence en restant à la portée d'un large public. Relevons l'importance attribuée, à juste titre, à Jean Cassien et à l'abbaye de Saint-Victor, mais aussi à sainte Douceline, à saint Louis d'Anjou, au pape Urbain V ancien abbé de Saint-Victor, figures marquantes de l'église de Marseille. Le rôle essentiel des confréries de pénitents dans la résistance à la Réforme est bien souligné, de même que l'action de saint Vincent de Paul et de l'évêque Jean-Baptiste Gault en faveur des galériens, et la dévotion au Sacré Cœur, intimement liée au souvenir de la peste de 1720 et à celui de Mgr de Belsunce. La déchristianisation, déjà sensible à partir de 1750, s'affirme sous la Révolution, suivie par un renouveau marqué par la personnalité des deux évêques, Fortuné de Mazenod et son neveu Eugène. Les causes sociales et politiques de l'abandon progressif de la pratique religieuse par les masses populaires sont analysées avec finesse, de même que la naissance et l'essor des mouvements et œuvres, J.O.C., J.E.C., action catholique, par exemple. La création du double mouvement des « amitiés judéo-chrétiennes » et de l'œcuménisme, s'insèrent dans les difficultés nées de la guerre et de ses suites. L'ouvrage s'achève sur un bref tableau de l'état religieux de Marseille actuelle (l'église catholique, mais aussi les chrétiens non-catholiques, le judaïsme, l'islam), et sur une invite à « inventer pour trouver la meilleure méthode de traduire... le message ».

Ce texte ne saurait être séparé d'une illustration particulièrement bien choisie, à la fois didactique (cartes, plans, portraits), agréable (nombreuses photographies en couleurs), variée (monuments, épigraphie, manuscrits), qui présente aussi bien de grands panoramas de la ville qu'un ex-voto à Notre-Dame de la Garde ou un détail de sarcophage paléo-chrétien. Curieusement, la très belle citation tirée du *Marsibo* d'André Suarès sert de commentaire à deux vues de Marseille, l'une vers la mer, l'autre vers la terre : manière, sans doute, de marquer que les questions posées par cette ville et son million d'habitants forment un tout indissoluble.

Vraie réussite que l'équilibre ici réalisé entre l'histoire événementielle et celle de la civilisation, permettant à chacun de découvrir ces racines, comme l'y invite le titre.

Madeleine VILLARD.

Paul AMARGIER, *Les Saintes Maries-de-la-Mer au Moyen Age*, Aix, 1985, Centre d'Etudes des Sociétés Méditerranéennes. (I), 76 p., 2 cartes.

Cette brochure regroupe quatre articles publiés entre 1965 et 1973. Le premier analyse la mise en place du régime de syndicat après la disparition du consulat dont le chanoine Espeut avait retracé l'histoire. Deux autres études présentent les

1. L'ouvrage peut être commandé au secrétariat du CESM, I.R.M., av. Pasteur, 13100 Aix.

caractéristiques de l'économie palustre, la pêche et ses techniques, la forêt et son usage. Enfin l'auteur publie et commente une ordonnance de 1286 instituant un certain nombre de règles d'histoire alimentaire. L'intérêt de cet ensemble, richement documenté, déborde très largement le cadre de l'histoire locale. En guise de préface, sous le titre un peu fallacieux « L'homme provençal du Moyen Age », une très éclairante vue synthétique de l'histoire provençale des IX-XII^e siècles que l'auteur connaît intimement et présente avec chaleur.

Noël COULET.

Bernard MONTAGNES, o.p., *Marie-Madeleine et l'Ordre des Prêcheurs*, Marseille 1984¹.

Ce livret d'une quarantaine de pages tend à répondre à la question que tout visiteur de la Basilique de Saint-Maximin se pose à la vue du culte indissociable voué à Ste-Madeleine et à St-Dominique : quelle alliance a été contractée à Saint-Maximin entre Marie-Madeleine et l'Ordre des Prêcheurs ?

Sont étudiés successivement : la légende de Marie-Madeleine, la dévotion à Marie-Madeleine, le pèlerinage à Saint-Maximin, le pèlerinage au XIX^e siècle, pour s'interroger en conclusion sur le lien qui subsiste aujourd'hui entre le culte de Ste-Marie-Madeleine et l'Ordre dominicain.

Il ne s'agit pas d'une fresque historique tracée à grands traits, mais d'une étude minutieuse, étayée par les pièces justificatives de base, que l'auteur a eu l'heureuse idée de publier en annexe : fondation du couvent de Saint-Maximin par Charles II d'Anjou ; la légende dominicaine à la fin du XV^e siècle ; fondation du Monastère Notre-Dame de Nazareth par Charles II d'Anjou.

H.D. LAXAGUE.

Digne-les-Bains. Annales de Haute-Provence, Digne, 1^{er} semestre 1984, 248 p.

C'est un ouvrage très classique mais de grand intérêt que nous offre la Société Scientifique et Littéraire des Alpes de Haute-Provence en son numéro 297, largement illustré et mettant à contribution de nombreux auteurs.

Tableau géographique, rappel historique, étude des monuments et hélas ! du vandalisme qui, à Digne, a été plus que redoutable, tout ceci apparaît en des études rapides et denses, sans oublier le parler dignois, une analyse numismatique, le rappel des industries locales, etc.

1. Disponible au prix de (franco) 20 F, au Secrétariat des Dominicains, 1, av. Lacordaire, 31078 Toulouse Cédex.

Les biographies tiennent, elles aussi, une large place : Gassendi, bien sûr, Mgr Miollis qui, par le génie bien informé d'ailleurs de Victor Hugo, est devenu l'évêque Myriel, celui par qui et à travers qui la grâce passe et illumine les *Misérables*, le sculpteur Botinelly, devenu plus marseillais que dignois, l'écrivain Alexandre Arnoux, et d'autres moins connus, comme Honnorat Serpent, aux traits vigoureusement dessinés. La plus étrange de ces biographies est celle d'Alexandra David-Neel (1868-1969) qui, après avoir été la première femme à pénétrer à Lhassa, a terminé à Digne son long voyage terrestre et dont les cendres ont été jetées dans le Gange.

Félicitons encore les érudits dignois de cette excellente synthèse en espérant qu'elle touchera un vaste public.

P. GUIRAL.